

Accueil > Religion

Actes antireligieux, « courage des évêques »... Ce qu'Emmanuel Macron a dit aux représentants des cultes

Abonnés

Analyse Situation sanitaire, place des religions dans la société, restructuration de l'islam de France, recrudescence des actes antireligieux... Reçus à l'Élysée, les représentants des principaux cultes se sont entretenus, mercredi 5 janvier, sur de nombreux sujets avec le président Emmanuel Macron.

Malo Tresca avec Félicien Rondel et Gauthier Vaillant, le 06/01/2022 à 08:09 Modifié le 06/01/2022 à 16:14

Lecture en 3 min.





Sans constituer des « vœux » officiels, ce traditionnel rendez-vous de début d'année a été rebaptisé « *rencontre avec les autorités religieuses* ». Dans la soirée du mercredi 5 janvier, le chef de l'État [Emmanuel Macron](#) a – en présence du premier ministre Jean Castex, du ministre de l'intérieur et des cultes [Gérald Darmanin](#) et de la ministre déléguée chargée de la citoyenneté [Marlène Schiappa](#) – reçu les représentants des cultes à l'Élysée.

→ ENQUÊTE. [Emmanuel Macron et les catholiques, mains tendues et illusions perdues](#)

L'occasion pour lui d'aborder divers sujets d'actualité : [crise sanitaire](#), loi renforçant les principes républicains, laïcité, recrudescence des actes antireligieux en France... « *Durant son allocution, il a notamment salué le rôle des cultes dans la lutte contre la pandémie. Il a souligné combien les religions étaient porteuses de sens, et créatrices de liens dans la société* », souligne auprès de *La Croix* le pasteur François Clavairoly, président de la Fédération protestante de France (FPF) et de la Conférence des responsables de culte en France (CRCF).



Newsletter

Edition L'Hebdo

Les rubriques La Croix L'Hebdo

VENDREDI



À lire aussi
[Emmanuel](#)

Outre une brève évocation de la loi renforçant les principes républicains – le chef de l'État a réaffirmé qu'elle n'était «

Macron, un président qui « a une vraie attente vis-à-vis des religions »



pas dirigée contre les religions, mais bien contre l'islamisme radical et le séparatisme », Emmanuel Macron a par ailleurs souligné « *le courage des évêques de France* » pour avoir commandé l'accablant rapport publié début octobre par la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase).

« *Il a employé le terme "exemplaire", tout en indiquant que d'autres instances étaient aussi engagées dans ce travail, à l'instar de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise)* », relève le père Hugues de Woillemont, secrétaire général de la Conférence des évêques de France (CEF), qui accompagnait Mgr Éric de Moulins-Beaufort, le président, à ce rendez-vous.

Islam de France

La plupart des responsables étaient venus en binôme, à l'exception de Mgr Dimitrios, métropolitain grec-orthodoxe de France, et d'Antony Boussemart, président de l'Union bouddhiste de France. Le culte musulman était, lui, représenté par trois membres : le président du Conseil français du culte musulman (CFCM) Mohammed Moussaoui, le recteur de la Grande Mosquée de Paris Chems-Eddine Hafiz, et le recteur de la Grande Mosquée de Lyon Kamel Kabtane.

→ ANALYSE. Charte de l'islam de France : une signature à retardement

Peu avant la rencontre, Mohammed Moussaoui devait s'entretenir avec Gérald Darmanin, pour revenir sur les propos du ministre qui avait annoncé, fin décembre, la « mort » du CFCM, interlocuteur officiel jusqu'ici des pouvoirs publics. « *Emmanuel Macron a évoqué la création du Forum de l'islam de France (Forif), issu des assises départementales de l'islam. C'est un engagement important, conforme à sa volonté de mettre fin à l'islam consulaire* », poursuit François Clavairoly.

« Renforcer l'arsenal juridique contre les actes de haine »

Il a également été question des actes antireligieux, pour lesquels le gouvernement a lancé en décembre une mission, alors que 1 400 actes de cette nature ont été dénombrés en 2021. Celle-ci devra faire, d'ici à février, des propositions pour mieux les recenser, les traiter et les prévenir. Les deux députés auxquels ce travail a été confié, Isabelle Florennes (MoDem, Hauts-de-Seine) et Ludovic Mendes (LREM, Moselle) étaient également présents à l'Élysée.

« *C'est important de réaffirmer la détermination de la République à renforcer l'arsenal juridique contre les actes de haine, qu'ils soient physiques ou sur les réseaux sociaux* », assure Élie Korchia, président du Consistoire central israélite de France, venu avec le grand rabbin Haïm Korsia.

À lire aussi

Au dîner du Cercle Charles Gide, Emmanuel Macron à l'écoute de la diversité protestante



Les responsables des cultes ont-ils le sentiment d'avoir été entendus ? Si Élie Korchia confie avoir ressenti une « *écoute particulière* » lors d'un échange privé, organisé en marge de la rencontre avec les responsables politiques, et portant notamment sur la lutte contre l'antisémitisme, d'autres avancent que la rencontre, « *très cordiale, n'était pas le lieu de débats profonds* ».

Dans le sillage d'un texte publié, peu avant Noël, dans *L'Express*, le chef de l'État est aussi revenu sur sa conception personnelle du lien entre sciences et religion. « *Il a redit que les deux ne s'opposaient pas, que la foi apportait de la transcendance et du sens* », poursuit le père de Woillemont. Cet échange s'inscrivait « *dans le cadre de la relation permanente qu'(Emmanuel Macron) entretient avec les représentants des cultes* », a précisé l'Élysée auprès de *La Croix*.

À découvrir Emmanuel Macron, un président qui « a une vraie attente vis-à-vis des religions »

